DIAGNOSTIC ANNUEL DU PAYS DE BREST

Mars 2013
Réf.2013/66

maison de l'emploi et de la formation professionnelle du Pays de Brest
(tout le monde s'y retrouve)

ADEUPa BREST

Sommaire

Avant propos 5
Chiffres clés 6
Synthèse 7

1. Population et territoire 8
Une progression démographique modérée 8
Les mobilités dans le Pays de Brest : conditionnées par l'agglomération brestoise 10
Évolution et structure de la population active dans le Pays de Brest 14
Le niveau de revenu dans le Pays de Brest : un territoire moins inégalitaire 16
Des salariés davantage en contrat déterminé 17

2. Activités économiques et emplois 18
Emplois 18
La répartition des établissements et des salariés (hors Défense) 20
Les principaux employeurs du Pays de Brest 21
Des créations d'entreprises moins nombreuses, mais une pérennite plus élevée 22
L'emploi salarié privé : + 300 emplois en un an 24
L'emploi intérimaire 25

3. Le marché du travail 26
Le taux de chômage au troisième trimestre 2012 26
Les secteurs recruteurs 28
Les métiers recruteurs 29
Une majorité d'offres de courte durée 29

Conclusion 30

Avant propos

L'observatoire de l'emploi et de la formation réalise chaque année des diagnostics de la situation économique du Pays de Brest. Cet outil permet à la Maison de l'Emploi et de la Formation professionnelle d'être au fait des évolutions du marché du travail et de l'environnement économique sur son territoire d'intervention. Cette année, le diagnostic intègre de nouvelles données comme les revenus fiscaux, les déplacements résidentiels et professionnels, mais également des comparaisons avec des aires urbaines de même dimension telles que Dijon, Angers, Caen et Rennes.

Le Pays de Brest concentre une grande partie de ses enjeux dans le secteur public. Plus de 25 000 emplois directs y sont recensés soit 16 % du total. Le Ministère de la Défense est le principal acteur, mais également l'hôpital, les collectivités locales ou encore l'université. Au regard du contexte de rationalisation des finances publiques, il apparaît essentiel qu'une diversification des activités s'opère. Les énergies marines, les biotechnologies ou le secteur des services à la personne sont des premières pistes qui commencent à être explorées.

Les enjeux économiques se concentrent spatialement dans la communauté urbaine. En effet, les deux tiers des emplois et plus de la moitié des habitants y sont implantés. Il est donc naturel qu'une large majorité des déplacements professionnels soit tournée vers Brest métropole océane. Pour autant, cette dernière a perdu près de 6 000 habitants ces dix dernières années et la mobilité résidentielle ne joue pas en sa faveur : signe d'un cadre de vie à améliorer ?

Chiffres clés

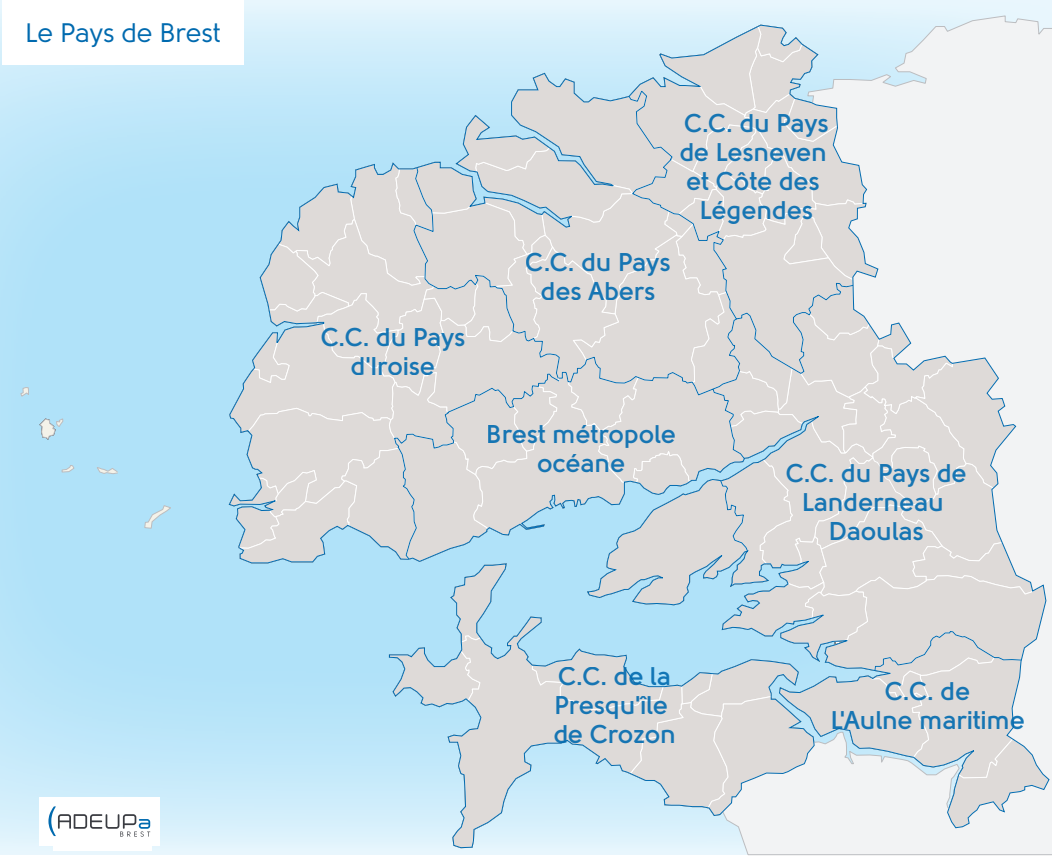
12%
de l'emploi total du Pays de Brest

89
communes

390 000
habitants

177 000
actifs âgés de 15 ans à 64 ans

160 000
emplois totaux au lieu de travail



Synthèse

La structure économique du Pays de Brest a considérablement évolué au cours de ces dernières décennies. Il est possible de distinguer quelques caractéristiques qui sont autant de forces et de faiblesses qui influent l'évolution du tissu économique brestois.

FORCES	FAIBLESSES
Une hausse du nombre d'habitants de +12 % entre 1999 et 2009 (hors Brest métropole océane), supérieure aux moyennes régionale (+9 %) et nationale (+7 %).	Un dynamisme démographique modéré par rapport aux moyennes régonale et nationale.
Un excédent naturel et un solde migratoire en bonne progression depuis 1990, signe notamment d'un cadre de vie agréable.	Un exode des diplômés universitaire de 2ème et 3ème cycle faute d'opportunités suffisantes ?
Une mobilité résidentielle dynamique grâce à Brest métropole océane qui attire une population active et estudiantine par ses emplois et son offre de formation.	Des territoires ruraux moins aisés que les espaces urbanisés.
Hausse du taux d'activité de la population de plus de 15 ans grâce à la féminisation du marché du travail depuis 20 ans.	Une aire urbaine moins aisée que les autres aires urbaines de comparaison.
Une population active plus diplômée que les moyennes régionale et nationale. De plus, la part des personnes peu ou pas diplômées est plus faible dans l'aire urbaine brestoise que dans les autres aires urbaines comparables (Caen, Dijon, Angers et Rennes).	Une représentation proportionnelle de salariés en CDI ou fonctionnaires moins forte dans le Pays de Brest qu'en Bretagne ou en France et une précarisation des offres collectées par Pôle emploi supérieure aux niveaux régional et national.
Un niveau de revenu médian supérieur aux moyennes bretonne et française.	Une hausse de l'emploi entre 1999 et 2009 inférieure à la moyenne régionale (+4,2 % contre +7,6 %).
Le Pays de Brest : un territoire à faible inégalités de revenus. L'écart entre les 10 % des ménages les plus aisés et les 10 % des ménages les plus modestes est plus faible qu'ailleurs.	La zone d'emploi de Brest : un taux de création d'entreprises parmi les plus faibles de France.
La Défense : le premier employeur du Pays de Brest	Une crise économique qui commence à toucher le secteur agroalimentaire que ce soit l'emploi intérimaire ou salarié privé.
Une faible part d'établissements sans salarié : 63 % des établissements contre 67 % en France.	Un emploi intérimaire en baisse marquée.
Une évolution positive de l'emploi salarié privé contre une baisse au niveau régional et départemental entre 2011 et 2012	3ème trimestre 2012 : le plus haut taux de chômage constaté depuis 2003.
Un taux de chômage toujours inférieur au niveau national	Des jeunes plus touchés par le chômage au niveau local qu'ailleurs.

1. Population et territoire

UNE PROGRESSION DÉMOGRAPHIQUE MODÉRÉE

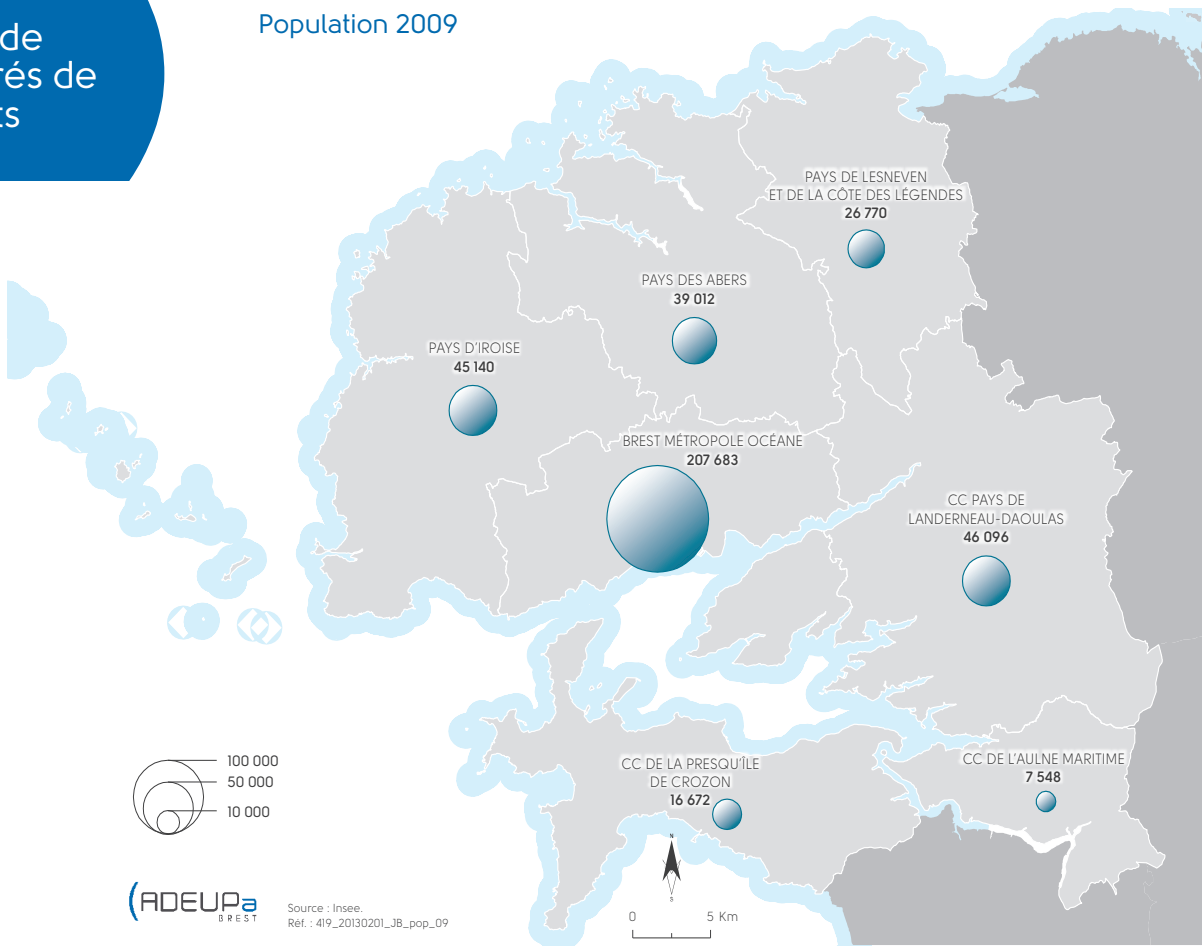
En 2009, le Pays de Brest comptait près de 390 000 habitants. Plus de la moitié de la population réside dans la Communauté urbaine de Brest. Cinq des six communes qui dépassent les 10 000 habitants (dans l'ordre Brest, Landerneau, Guipavas, Plougastel-Daoulas, Plouzané et Le Relecq-Kerhuon) se situent dans Brest métropole océane.

Le littoral constitue également un espace particulièrement attractif et concentre un volume important d'habitants.

Photo : Thierry Joyeux

En 2009, le Pays de Brest comptait prés de 390 000 habitants

Population 2009



Source : Insee.
Réf. : 419_20130201_JB_pop_09

Entre 1999 et 2009, le territoire a gagné 14 000 habitants, soit une hausse de 4 %. Cette évolution est inférieure aux moyennes régionale (+9 %) et nationale (+ 7 %).

Une progression démographique liée plus particulièrement au solde naturel

> **Un excédent naturel**[1]. Entre 1999 et 2009, le nombre de naissances a été supérieur de 12 750 au nombre de décès, un solde en hausse de 20 % par rapport à la période de 1990 à 1999. Si Brest métropole océane enregistre l'excédent le plus important, elle s'inscrit en baisse par rapport aux périodes précédentes. La Presqu'île de Crozon est le seul territoire dont le solde est négatif. A contrario, les Pays de Landerneau-Daoulas, des Abers et d'Iroise, sont les trois intercommunalités qui cumulent important volume et forte progression du solde naturel.

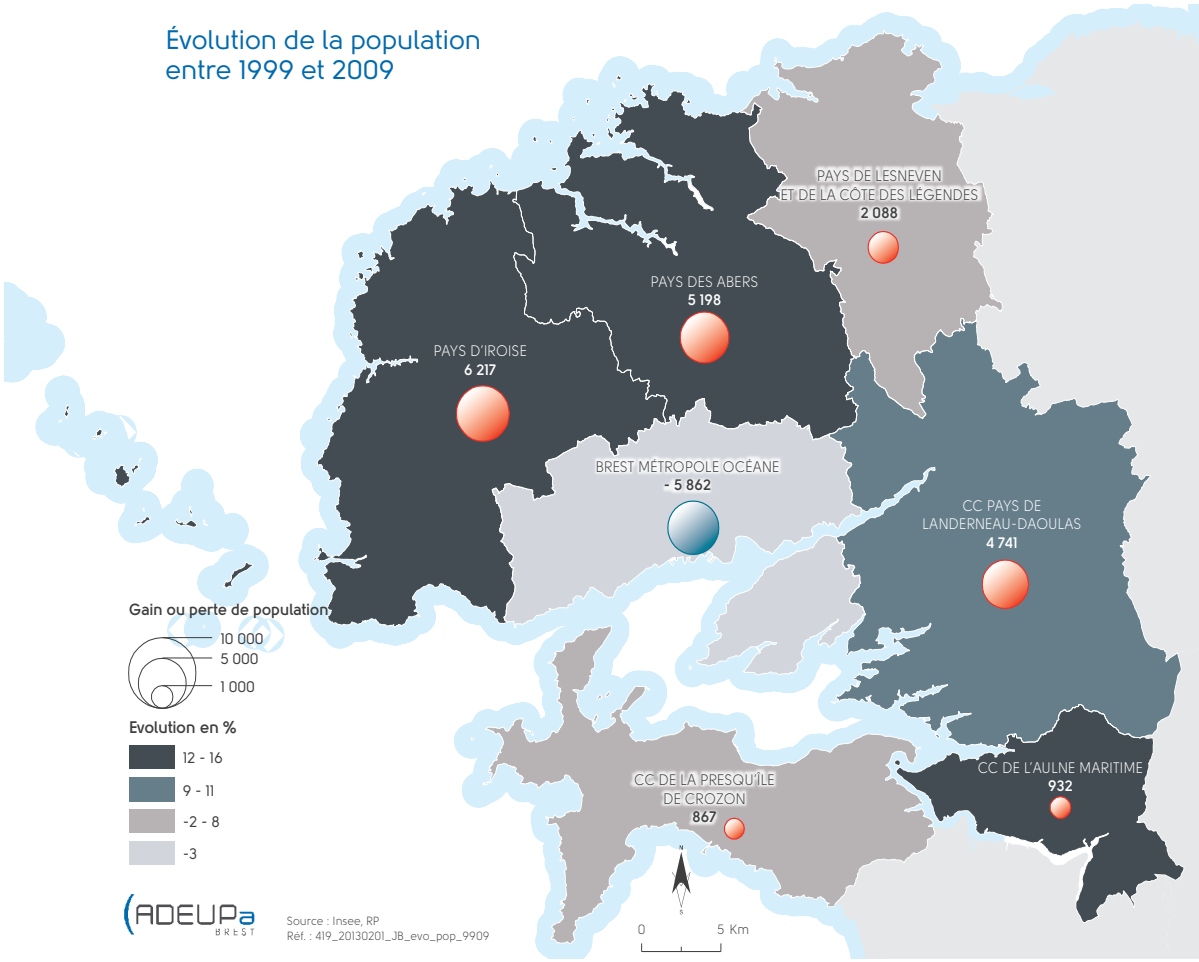
> **Le solde migratoire**[2]. Le solde migratoire est de 1 420 entre 1999 et 2009 dans le Pays de Brest. Un chiffre en forte évolution puisqu'il était de 330 entre 1990 et 1999. Ainsi, l'excédent migratoire a été multiplié par quatre entre ces deux périodes, soulignant l'attractivité du bassin brestois. Ce sont dans l'ordre les Pays d'Iroise, des Abers et de Landerneau-Daoulas qui captent l'essentiel des flux migratoires.

Entre 1999 et 2009, le territoire a gagné 14 000 habitants, soit une hausse de 4 %

1 - Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et de décès enregistré au cours d'une période

2 - Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes entrées et sorties du territoire

Évolution de la population entre 1999 et 2009



LES MOBILITÉS DANS LE PAYS DE BREST CONDITIONNÉES L'AGGLOMÉRATION BRESTOISE

Photo : ADEUPa

■ La mobilité résidentielle

Dans le Pays de Brest, ces cinq dernières années, 46 000 arrivées ont été comptabilisées pour 40 000 départs, soit un gain de 6 000 habitants. Les arrivants viennent principalement de la Bretagne (37 %), du Finistère (20 %) et d'Ile de France (10 %).

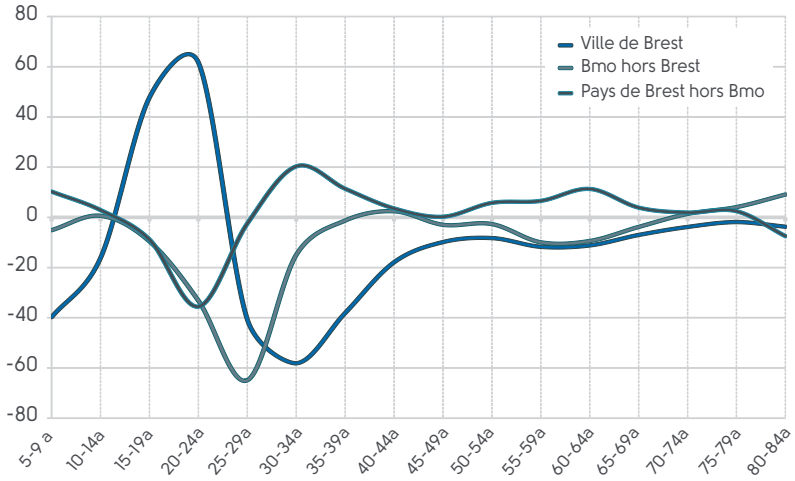
Le Pays de Brest est relativement attractif et offre un cadre de vie agréable qui fidélise les habitants. Cependant, le solde migratoire des diplômés universitaires de 2ème et 3ème cycle est négatif. En cinq ans, le Pays de Brest a perdu environ 1 000 personnes de ce niveau. Il est vrai que les établissements d'enseignement supérieur ont vocation à former une main-d'oeuvre qualifiée voire très qualifiée pour des entrepises ou des organismes qui peuvent être locaux, nationaux ou étrangers.

Les progressions du taux de mobilité[3] de la Communauté urbaine et du Pays de Brest hors Brest métropole océane selon l'âge, sont inversées. En effet, le seul moment de la vie où la mobilité résidentielle est positive pour la ville de Brest se situe à l'âge des études du fait des équipements d'enseignement supérieur et de l'offre locative. Près de 50 % des 15-24 ans arrivent du Finistère et 70 % sont bretons. Ils viennent plus particulièrement du Pays de Brest et de la Communauté d'Agglomération de Quimper. Ils repartent ensuite construire leur vie familiale mais à proximité : 58 % des départs se font dans le Finistère, vient ensuite l'Ile de France (5 %) puis le Morbihan (4 %). Les territoires qui tirent plus particulièrement avantage de ce mouvement migratoire sont : les villes de la Communauté urbaine (hors Brest), les Pays d'Iroise, des Abers et de Landerneau-Daoulas.

A l'âge de la retraite, un nouveau flux de sortants est constaté dans Brest métropole océane. Ces retraités restent dans le Pays de Brest et plus généralement dans le Finistère. Ainsi, parmi les départs, 32 % des plus de 60 ans s'installent dans le Pays de Brest et 63 % dans le Finistère. Les Communautés de Communes du Pays d'Iroise et du Pays des Abers, sont également les deux destinations privilégiées. Il est possible que les maisons secondaires côtières deviennent à ce moment de la vie la résidence principale.

Dans le Pays de Brest, ces cinq dernières années, 46 000 arrivées ont été comptabilisées pour 40 000 départs, soit un gain de 6 000 habitants

Taux de migration annuel net de la population par âge (pour 1 000 habitants)



Source : Insee

3 - Taux de migration annuel net : solde entre les entrants et les sortants rapporté à la population en moyenne annuelle. Exemple : pour 1 000 personnes de 20 à 24 ans, l'excédent migratoire est en moyenne de 60 personnes par an.

Mobilité professionnelle (Domicile - Lieu de travail)

Flux quotidiens entre Bmo et les intercommunalités du Pays de Brest

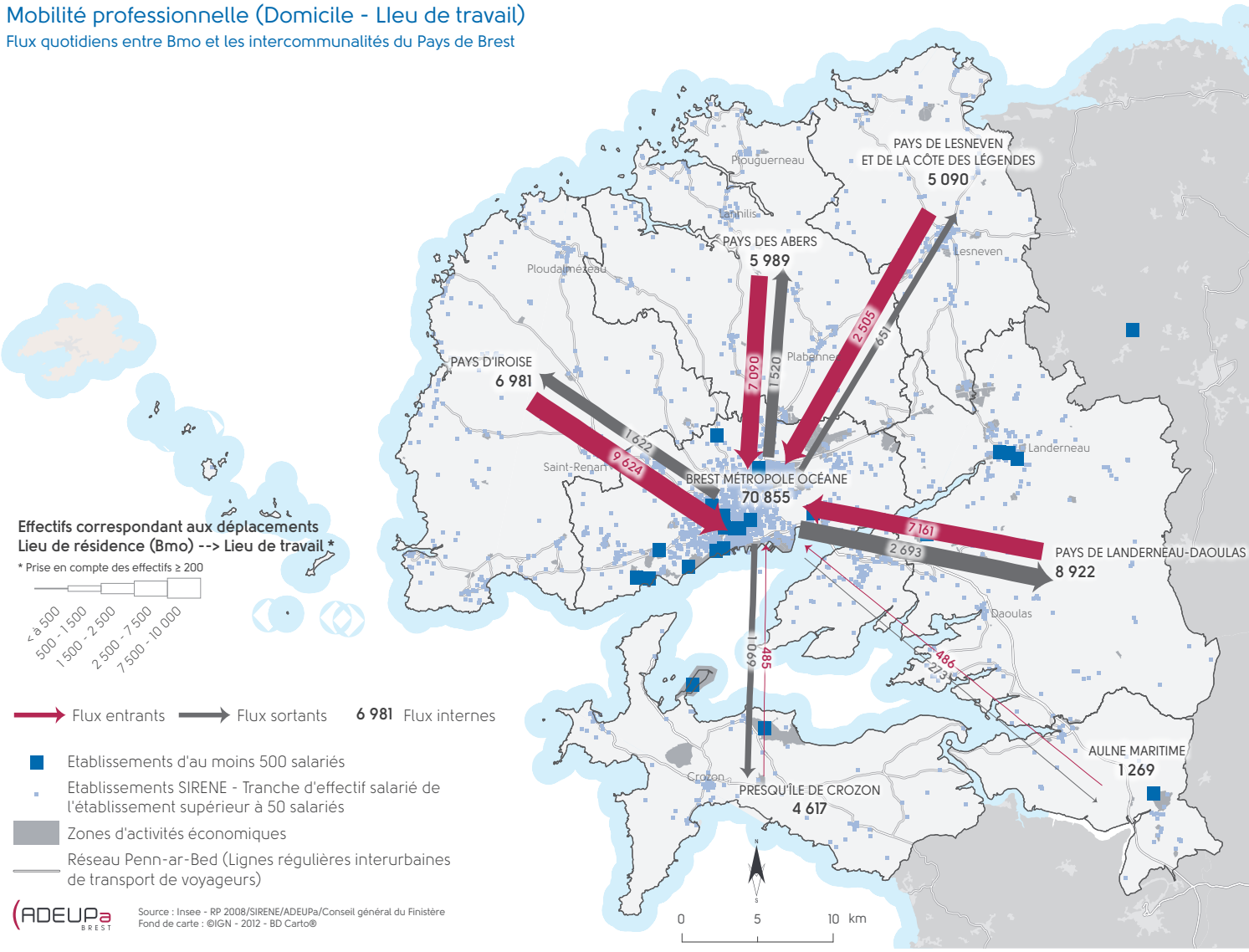


Photo : ADEUPa

■ La mobilité professionnelle

Les achats représentent le premier motif de déplacement, puis viennent la santé, les procédures administratives et autres, mais ils sont plus difficilement quantifiables et traçables. Les déplacements domicile-travail représentent environ un quart de l'ensemble des déplacements. En 2008, l'Insee estime à 41 300 les flux de déplacement domicile-travail entre les différentes Communautés. Si l'on considère les déplacements à l'intérieur de chaque EPCI[4], ce chiffre atteint 145 000 dont près de 50 % pour Brest métropole océane.

Les déplacements professionnels sont largement conditionnés par le poids économique de la Communauté urbaine de Brest. Cette dernière concentre les deux tiers des emplois du Pays de Brest et absorbe la plupart de ses déplacements. Pour la quasi-totalité des intercommunalités du Pays de Brest, la principale destination est Brest métropole océane avec 27 350 déplacements, soit 41 % des flux totaux émis par le Pays de Brest hors Communauté urbaine.

Le Pays d'Iroise est l'intercommunalité qui génère le plus de déplacements vers l'agglomération brestoise avec plus de 9 600 navetteurs. Cette destination représente 85 % des flux sortants de la Communauté de communes. Un chiffre qui souligne son caractère résidentiel.

L'Aulne maritime est moins polarisée par Brest métropole océane. Le Pays de Châteaulin est la première destination des flux sortants. Il s'agit de la plus petite intercommunalité du Pays de Brest en nombre d'actifs occupés (environ 3 200). La Presqu'île de Crozon émet aussi un faible volume de déplacements vers la Communauté urbaine car elle détient également un petit nombre d'actifs occupés (6 200 contre plus de 11 000 pour le Pays de Lesneven Côte des Légendes). De plus, 53 % de ces actifs travaillent dans leur commune de résidence contre 26 % en moyenne dans le Pays de Brest hors Brest métropole océane.

Photo : ADEUPa

Le Pays de Landerneau-Daoulas, le deuxième bassin d'emplois du Pays de Brest, génère plus de 4 500 déplacements domicile-travail dans le Pays de Brest. Même si l'ampleur n'est pas comparable avec Brest métropole océane, il s'agit de la deuxième intercommunalité en termes de déplacements venant de l'extérieur. La grande majorité de ces déplacements provient des espaces voisins : en premier lieu Brest métropole océane (2 700), puis le Pays de Lesneven Côte des Légendes (930) et le Pays des Abers (585). Par ailleurs, si la première destination du Pays de Landerneau-Daoulas, reste l'agglomération brestoise, il entretient également des relations importantes avec le Pays de Landivisau. En effet, prés de 1 000 personnes y vont travailler. La proximité géographique et la présence d'une forte activité agroalimentaire (avec le groupe GAD ou le charcutier Jean Gaby), en sont les principales raisons.

Avec 2 700 déplacements professionnels, le Pays des Abers est la troisième destination du Pays de Brest, devant le Pays d'Iroise (2 200 déplacements). Le Pays des Abers attire davantage de flux que le Pays d'Iroise du fait notamment de sa position géographique plus centrale. Il compte également un nombre d'emplois légèrement plus important pour un nombre d'actifs moindre.

Les déplacements domicile/travail sont largement conditionnés par le poids économique de la Communauté urbaine de Brest

4 - Etablissement public de coopération intercommunale

Mobilité professionnelle (Domicile - Lieu de travail)

Flux quotidiens entre les intercommunalités du Pays de Brest (Hors Bmo)

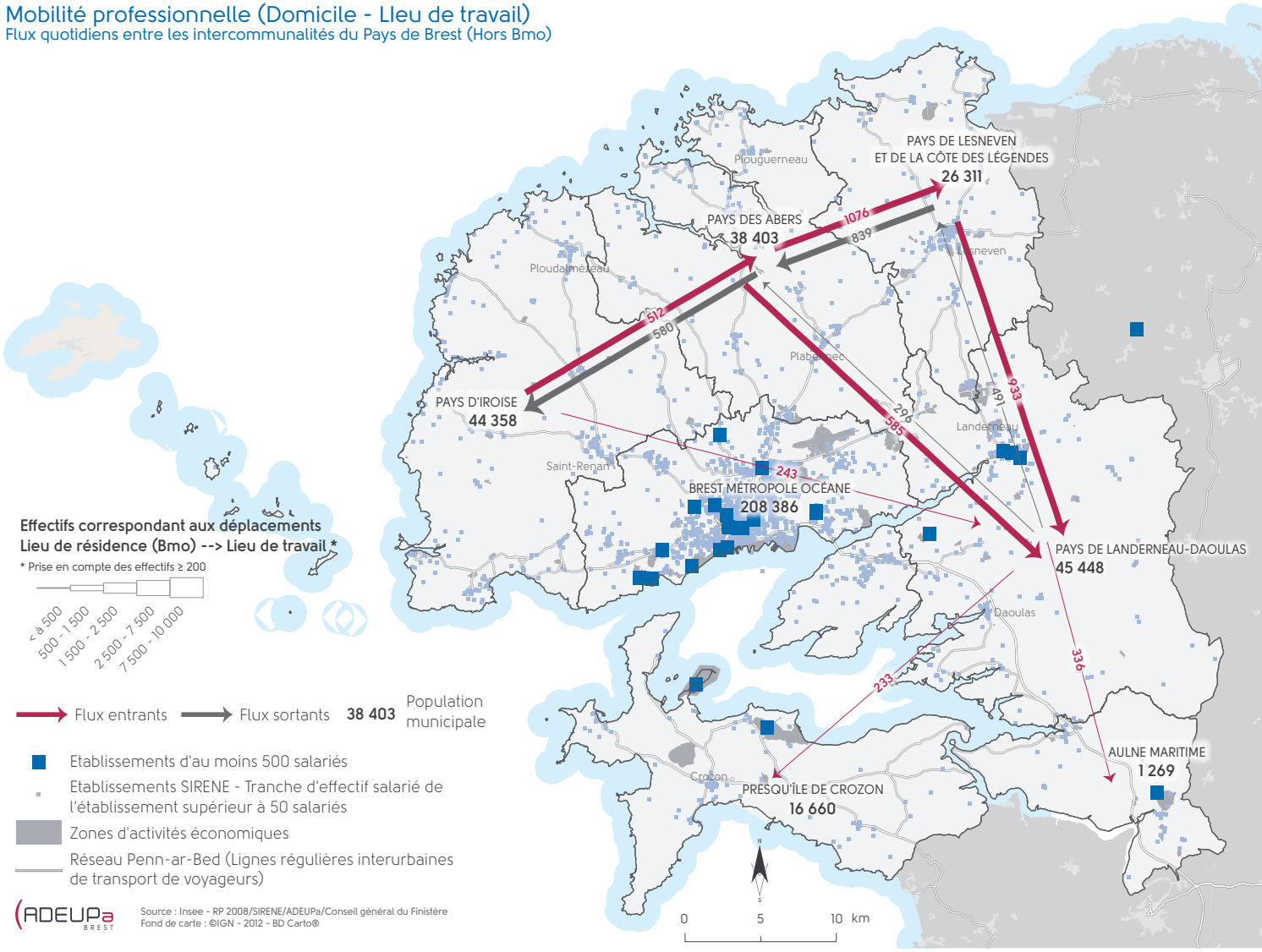


Photo : ADEUPa

ÉVOLUTION ET STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE DANS LE PAYS DE BREST

Sur 100 habitants du Pays de Brest en âge de travailler (15 -64 ans), 70 sont actifs. Si le taux d'activité est légèrement inférieur au niveau national (72 %), il est équivalent en dehors de Brest métropole océane. Par ailleurs, le taux d'activité progresse, puisqu'en 1999 il était de 65 %. Cette progression s'explique par l'arrivée des femmes sur le marché du travail : le taux d'activité féminin est passé de 52 % en 1990 à 59 % en 1999 ; il est de 67 % en 2009.

En 2009, le Pays de Brest comptait près de 177 000 actifs âgés de 15 à 64 ans. Parmi eux, 90 % ont un emploi, soit 159 000 personnes.

La structure de la population active par tranche d'âge diffère peu d'un territoire à l'autre.

22 % de la population active a 50 ans et plus, soit près de 39 000 personnes. D'ici 2025, cette proportion ne va faire qu'augmenter pour atteindre 27 % de la population active (soit une augmentation de 40 % entre 2007 et 2025 et 14 000 personnes supplémentaires). Cette évolution sera d'autant plus marquée dans le Pays de Brest hors Brest métropole océane : 30 % de la population active, un niveau équivalent au niveau départemental, soit une augmentation de près de 60 %. Le phénomène du vieillissement de la population va également transformer la composition de la population active. Une donnée que les acteurs économiques devront prendre en compte dans l'avenir.

En 2009, près de 58 % des actifs du Pays de Brest étaient des employés ou des professions intermédiaires, contre 52 % en Bretagne ou 55 % en France. Cette forte représentation s'explique par une tertiarisation du bassin brestois ces vingt dernières années : le développement de services auprès de particuliers ou d'entreprises, l'administration publique et privée, ...

Les ouvriers sont sous-représentés : 23 % dans le Pays de Brest contre 26 % au niveau régional. Une répartition qui diffère d'un territoire à l'autre puisqu'ils représentent 34 % de la population active dans l'Aulne maritime et 29 % dans le Pays de Lesneven Côte des légendes. Ceci s'explique par la présence d'activités industrielles dans ces intercommunalités (Livbag et Novatech pour le premier ou le groupe Even pour le second).

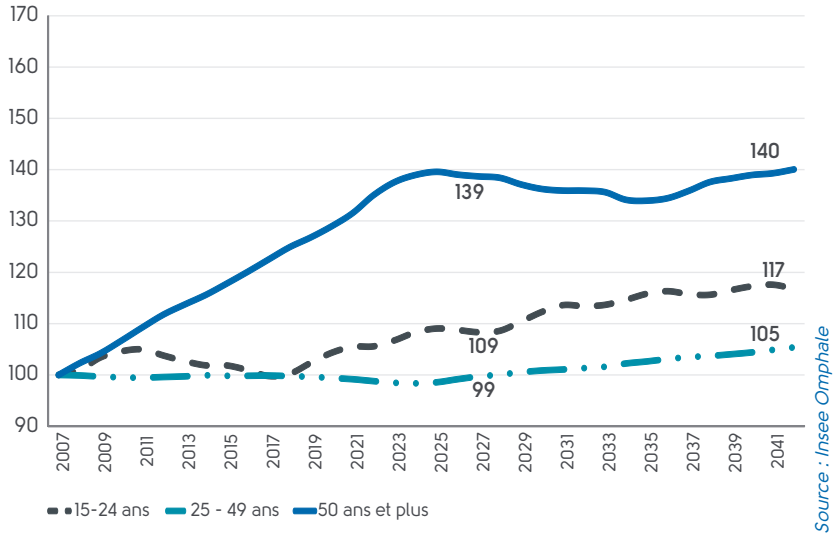
La proportion de cadres et de professions intellectuelles est plus élevée dans la Communauté urbaine. En effet, sa structure économique est davantage tournée vers des activités de services qui nécessitent de l'encadrement, ainsi que vers des activités d'ingénierie, de recherche et de développement.

Répartition des actifs âgés de 15 à 64 ans par tranche d'âge en 2009

	Pays de Brest		Bretagne	France
	Nbre	%	%	%
15 à 24 ans	20 874	12 %	11 %	12 %
25 à 50 ans	116 951	66 %	66 %	65 %
50 à 64 ans	38 711	22 %	23 %	23 %

Source : INSEE, RP 2009

Évolution de la population active par classes d'âge dans le Pays de Brest 2007 - 2041 (base 100 en 2007)

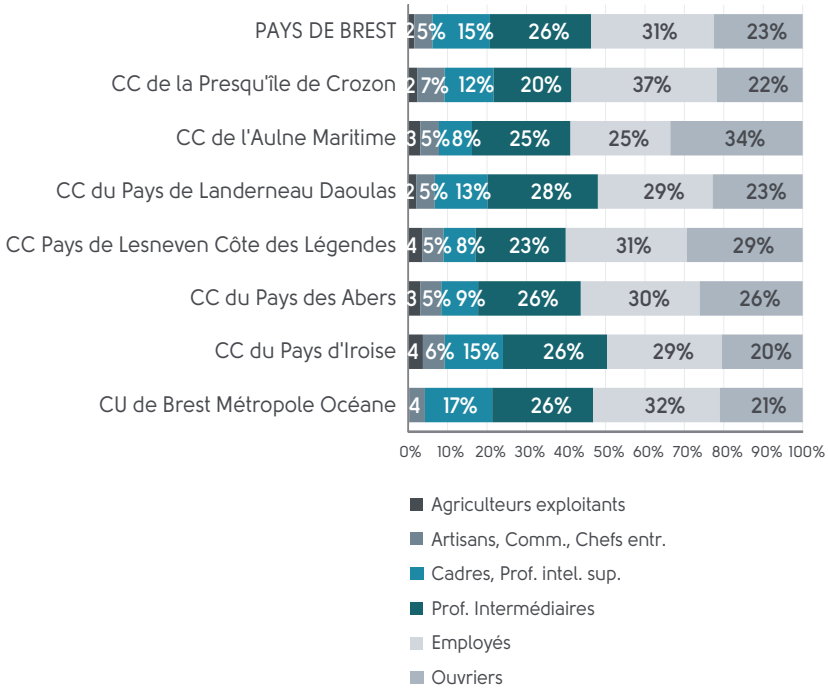


Source : Insee Omphale

29 % des personnes de 15 ans et plus du Pays de Brest sont peu ou pas diplômées[5] contre 36 % au niveau national en 2009. Un chiffre en nette régression puisqu'elles étaient 39 % dans ce cas en 1999. Les actifs du bassin brestois sont plus diplômés que la moyenne bretonne et nationale. En effet, 26 % des personnes de plus de 15 ans, non scolarisées, sont diplômées de l'enseignement supérieur contre 23 % des Bretons.

Si l'on compare avec les aires urbaines de référence[6], toutes ont une population active plus diplômée que la moyenne nationale. Cependant, l'aire urbaine de Brest détient la part la plus faible d'actifs peu ou pas diplômés, pour autant elle arrive en troisième position en part de diplômés de l'enseignement supérieur.

Répartition de la population active dans le Pays de Brest en 2009



5 - Population de 15 ans et plus sans diplôme ou diplômé d'un Certificat d'Etude Primaire ou du Brevet des Collèges

6 - Une aire urbaine ou «grande aire urbaine» est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Les aires urbaines comparables avec celles de Brest choisies pour cette étude sont : Caen, Dijon, Angers et Rennes

L'aire urbaine de Brest détient la part la plus faible d'actifs peu ou pas diplômés avec 28 % contre 34 % à Caen ou 33 % à Angers

Photo : Sébastien Durand

LE NIVEAU DE REVENU DANS LE PAYS DE BREST : UN TERRITOIRE MOINS INÉGALITAIRE

Avec un revenu fiscal médian de 18 500 euros en 2009, le Pays de Brest se situe au-dessus des moyennes des territoires de référence. En effet, il est supérieur de 460 euros à celui de l'ensemble des Finistériens, de 430 euros à celui des Bretons et de 155 euros à celui des Français. En ce qui concerne les 10 % des ménages les plus défavorisés, le niveau du Pays de Brest est également supérieur à l'ensemble du département avec 430 euros supplémentaires, mais aussi à celui de la Bretagne (+440 euros) et largement au-dessus de celui de la France (+1 220 euros). Quant aux revenus des 10 % des ménages les plus aisés, le Pays de Brest se situe également dans une position plus favorable que le département et la région mais bien en deçà du niveau national avec un revenu fiscal inférieur de près de 1 175 euros. L'écart entre ces deux extrémités de l'échelle des revenus est, dans le Pays de Brest comme en Bretagne, bien inférieur au niveau national. Témoin de cette situation plutôt favorable, la part des ménages imposés sur le revenu est supérieure dans le Pays de Brest (57 %) à celle du Finistère et de la Bretagne (55 %), même si elle est inférieure au niveau national.

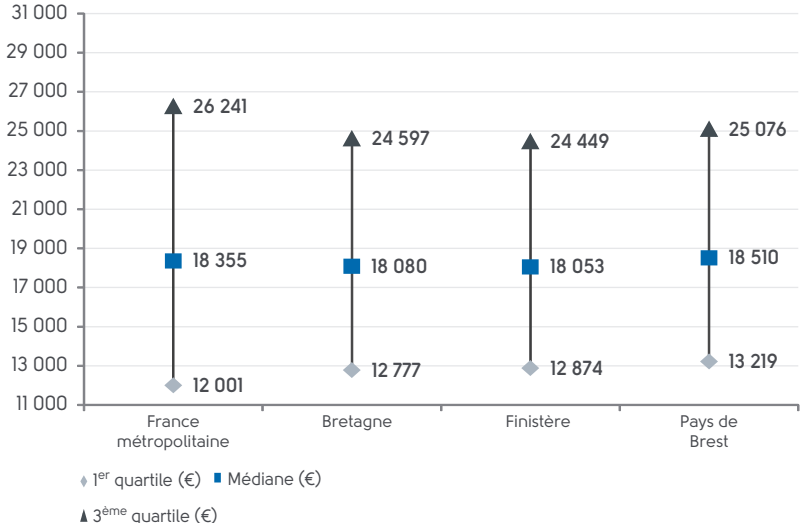
Il existe cependant des disparités selon les intercommunalités et les communes du Pays de Brest. Bohars arrive en tête du classement avec un revenu médian des ménages de 25 596 euros. Les communes dont la population dispose d'un niveau de revenu plus conséquent sont celles qui se situent à proximité de Brest : les villes de la Communauté urbaine hors Brest ou proches comme Plabennec, Bourg-Blanc, Milizac, Plouarzel. Les communes côtières ont également un niveau de revenu parmi les plus élevés du Pays de Brest : de Landéda à Plouarzel, en passant par Lanildut.

De manière générale, plus une commune s'éloigne d'une zone urbanisée et de la côte moins le niveau de revenu sera important : Tréflevenez, Kernilis, Le Tréhou en sont des exemples.

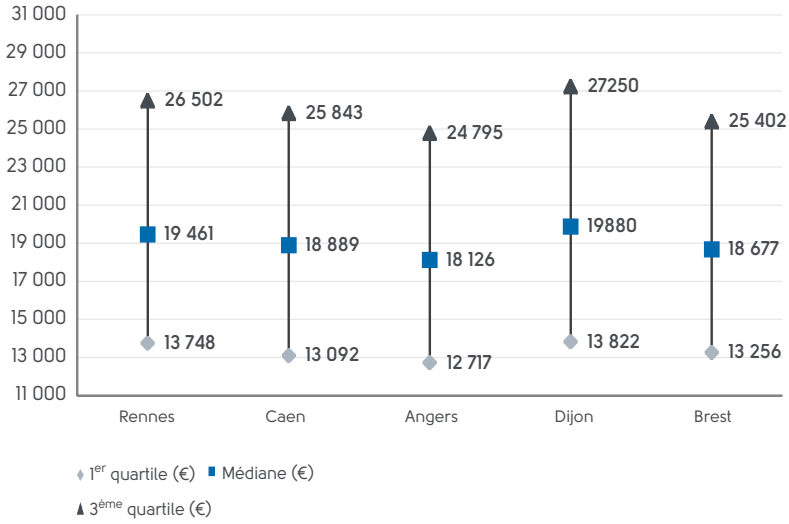
En comparant l'aire urbaine de Brest avec d'autres territoires, on constate que ceux-ci témoignent d'un niveau de revenu supérieur à la moyenne nationale et sont moins inégalitaires. En effet, le rapport entre le premier et le troisième quartile est de 2,2 en France contre 1,95 en moyenne dans ces espaces urbains. Angers fait figure d'exception avec un revenu médian inférieur de 230 euros à celui de la France. Le revenu médian de Brest est l'un des moins importants avec 18 700 euros contre 19 900 à Dijon ou 19 500 à Rennes. Mais l'aire brestoise est la moins inégalitaire de toutes, avec un rapport de 1,92 entre les deux extrémités de l'échelle de revenus, contre 1,97 à Caen ou à Dijon.

18 500 €
revenu fiscal médian du Pays de Brest en 2009

Distribution des revenus fiscaux des ménages - 2009

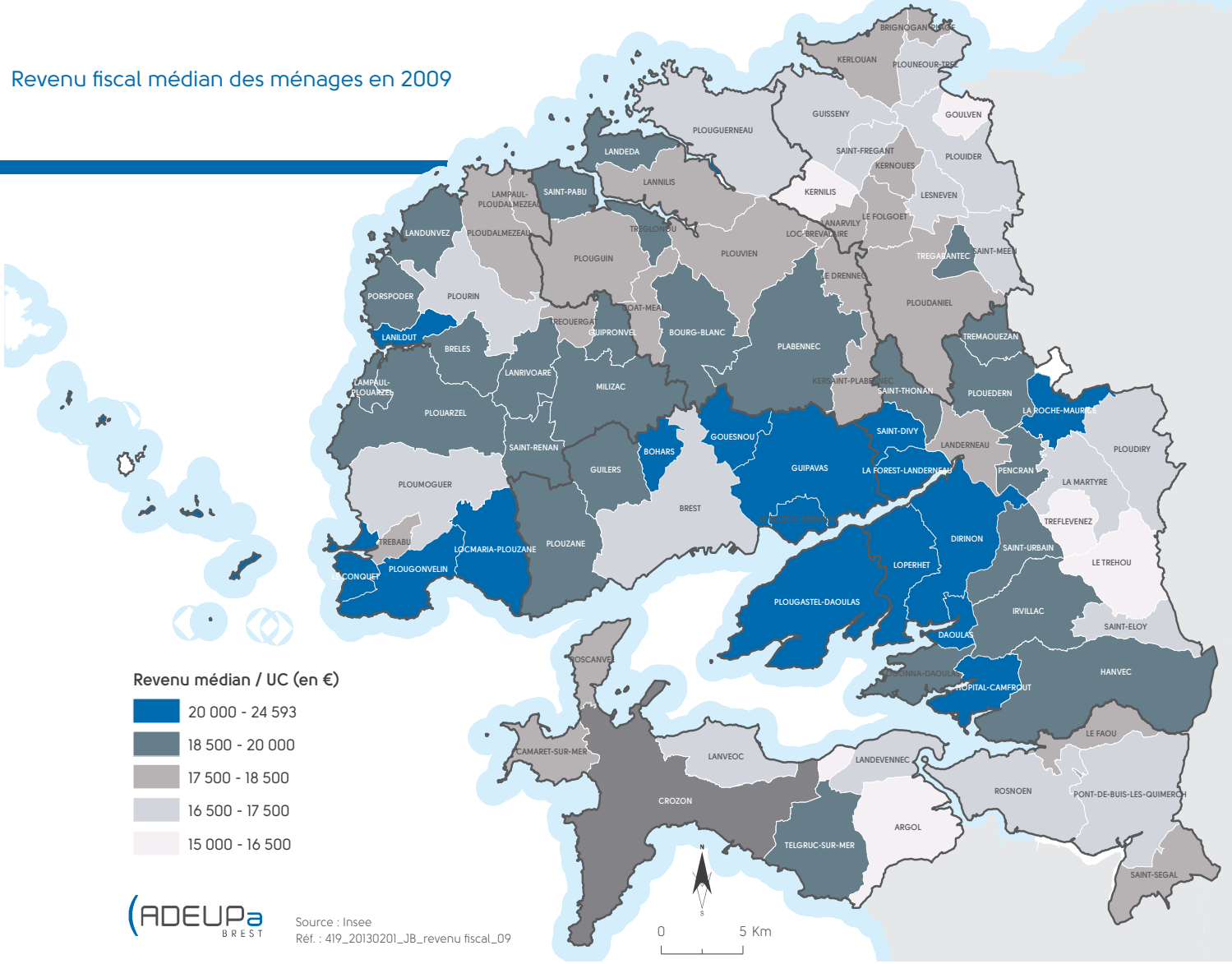


Distribution des revenus fiscaux des ménages - 2009 par Aires urbaines



Source : INSEE, RP 2009

Revenu fiscal médian des ménages en 2009



DES SALARIÉS DAVANTAGE EN CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉ

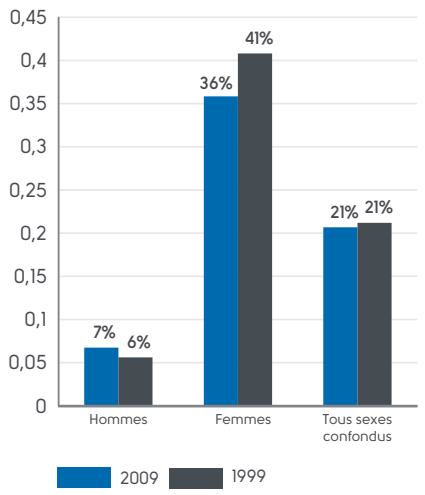
A l'instar des autres territoires de référence, la plupart des salariés occupe des emplois stables. Ils sont 82,5 % dans le Pays de Brest contre près de 84 % en Bretagne ou 85 % au niveau national, alors que l'emploi public a un poids plus conséquent dans le bassin brestois (cf. 2ème partie). Le type de contrat non garanti dans la durée le plus utilisé reste le CDD. En 2009, 21 % des salariés âgés de 15 ans et plus travaillent à temps partiel, soit près de 30 000 personnes. Une proportion identique au niveau régional mais qui varie d'une intercommunalité à l'autre. Les deux Communautés de communes les plus concernées par le travail à temps partiel sont les Pays d'Iroise et de Lesneven Côte des Légendes avec 23 % des salariés. Enfin, les femmes sont cinq fois plus nombreuses à travailler à temps partiel que les hommes.

Statut et conditions d'emploi des actifs occupés âgés de 15 ans et plus en 2009

	Pays de Brest		Bretagne	France
	Nbre	% emplois salariés	% emplois salariés	% emplois salariés
Salariés titulaires de la fonction publique ou CDI	118 007	82,5%	83,9%	84,9%
Salariés CDD	18 044	12,6%	10,7%	9,7%
Salariés intérimaires	2 590	1,8%	2,3%	2%
Salariés emplois aidés	1 285	0,9%	0,8%	0,9%
Apprentis-stagiaires	3 115	2,2%	2,3%	2,5%
Non-salariés	8 025	-	-	-
Non-salariés employeurs	8 248	-	-	-
Non-salariés aides familiaux	356	-	-	-

Source : Insee, RP 2009

Part des salariés en temps partiel selon le sexe dans le Pays de Brest



Source : INSEE, RP 2009

2. Activités économiques et emplois

EMPLOIS

En 2009, 160 000 emplois sont répartis dans le Pays de Brest, soit 12 % des emplois bretons. L'essentiel est concentré dans les pôles urbains : Brest métropole océane avec 66 % des emplois et dans une moindre mesure le Pays de Landerneau-Daoulas (10 %). La nature des emplois diffère d'un territoire à l'autre selon la structure économique.

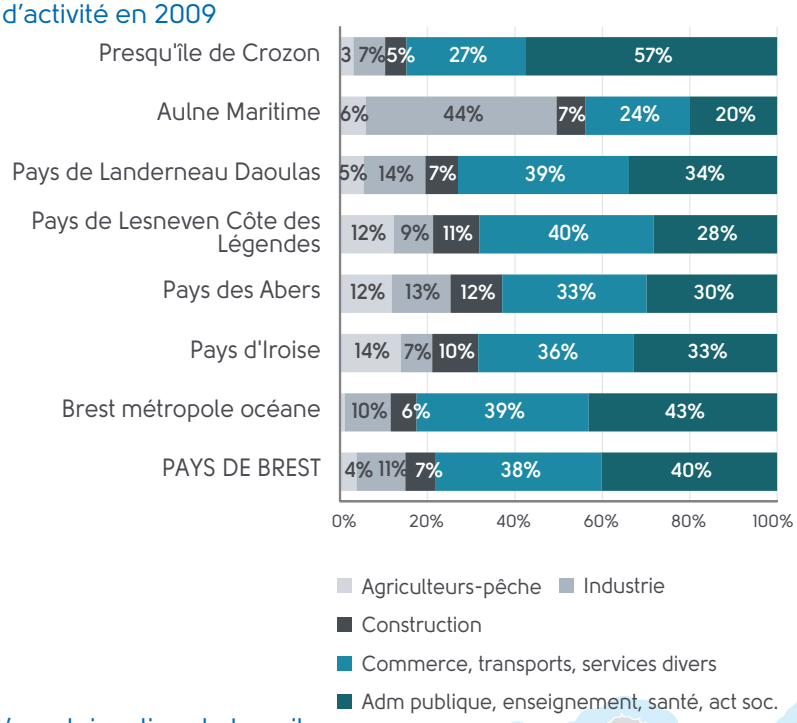
Entre 1999 et 2009, le nombre d'emplois dans le Pays de Brest a augmenté de 4,2 % soit plus de 5 000 postes. Une évolution bien inférieure à celle constatée en Bretagne (+7,6 %). Brest métropole océane détient la progression en volume la plus forte (+1 500) mais une des plus faibles en part relative (+1,8 %). A contrario, la Presqu'île de Crozon a la hausse proportionnelle la plus importante avec +15,6 % mais elle concerne 750 emplois. Le Pays de Lesneven Côte des Légendes apparaît comme le moins dynamique à tout point de vue.

Si la répartition de l'emploi est disparate d'une intercommunalité à l'autre, la nature des activités présentes l'est également. Les deux territoires les plus atypiques sont la Presqu'île de Crozon et l'Aulne Maritime.

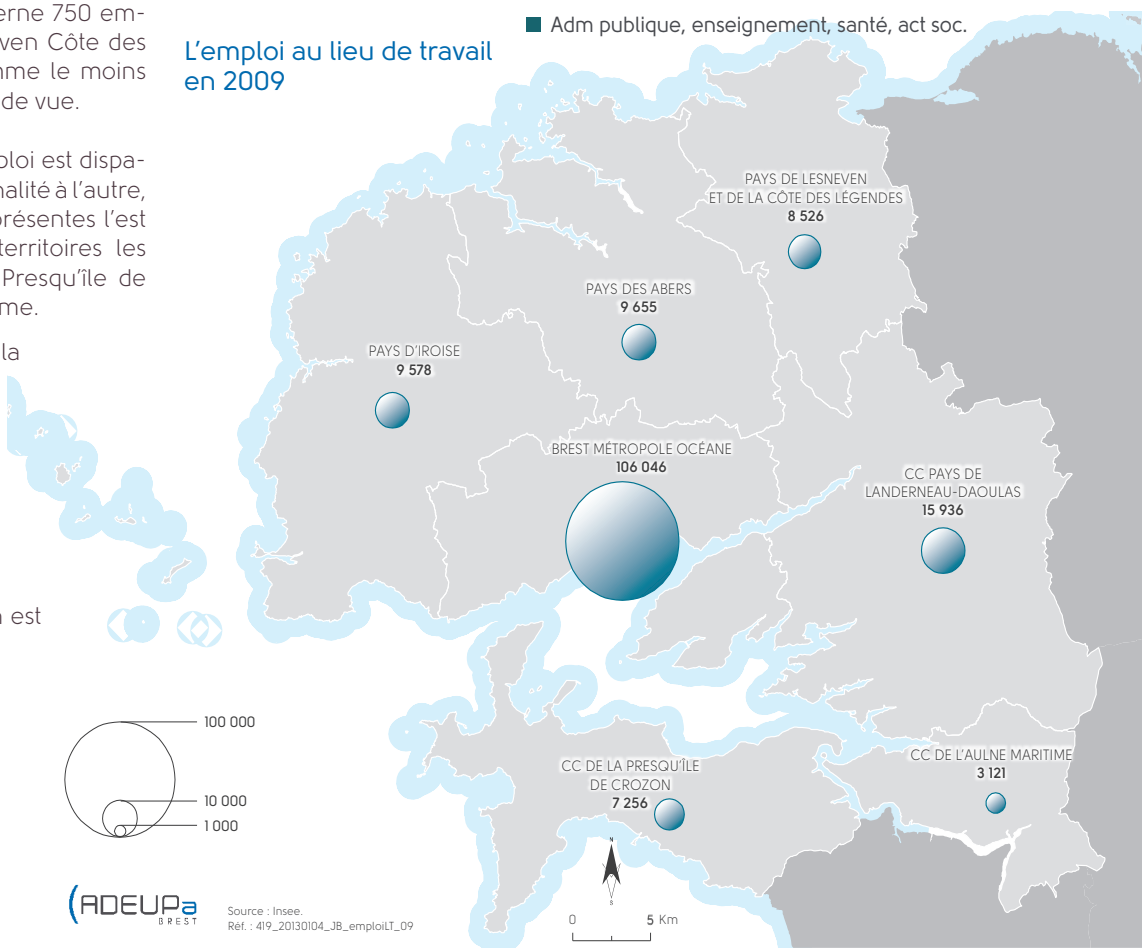
57 % des emplois de la Presqu'île appartiennent au secteur de l'Administration publique, l'Enseignement, la Santé et l'Action sociale. La présence du Ministère de la Défense et ses 3 300 emplois en est la principale raison.

44 % des emplois de l'Aulne maritime sont dans le secteur industriel du fait d'entreprises comme Livbag ou Novatech.

Répartition de l'emploi total au lieu de travail par secteur d'activité en 2009



L'emploi au lieu de travail en 2009



Source : Insee.
Réf. : 419_20130104_JB_emploiLT_09

Les Pays d'Iroise, des Abers et de Lesneven Côte des Légendes se caractérisent par l'emploi agricole. La filière agroalimentaire du Pays de Brest se structure autour des grandes coopératives agricoles (Even, Triskalia et Savéol). De nombreuses PME transforment également les produits de l'agriculture et de la pêche comme la Sill, Rolland Flipi, Kermad, la Savel, la crêperie Faure…

Les huit premiers secteurs concentrent 68 % des emplois du Pays de Brest contre une moyenne de 63 % en Bretagne et 61 % en France. La structure du Pays de Brest semble plus spécialisée qu'ailleurs. Cette spécialisation s'explique par la présence de l'Administration publique qui représente 16 % des emplois du bassin brestois contre 10 % aux échelles régionale et nationale. Le Pays de Brest se caractérise par une forte présence du secteur de la Défense qui explique en grande partie cette répartition de l'emploi.

Les principaux secteurs d'activité en nombre d'emplois totaux au lieu de travail en France en 2009

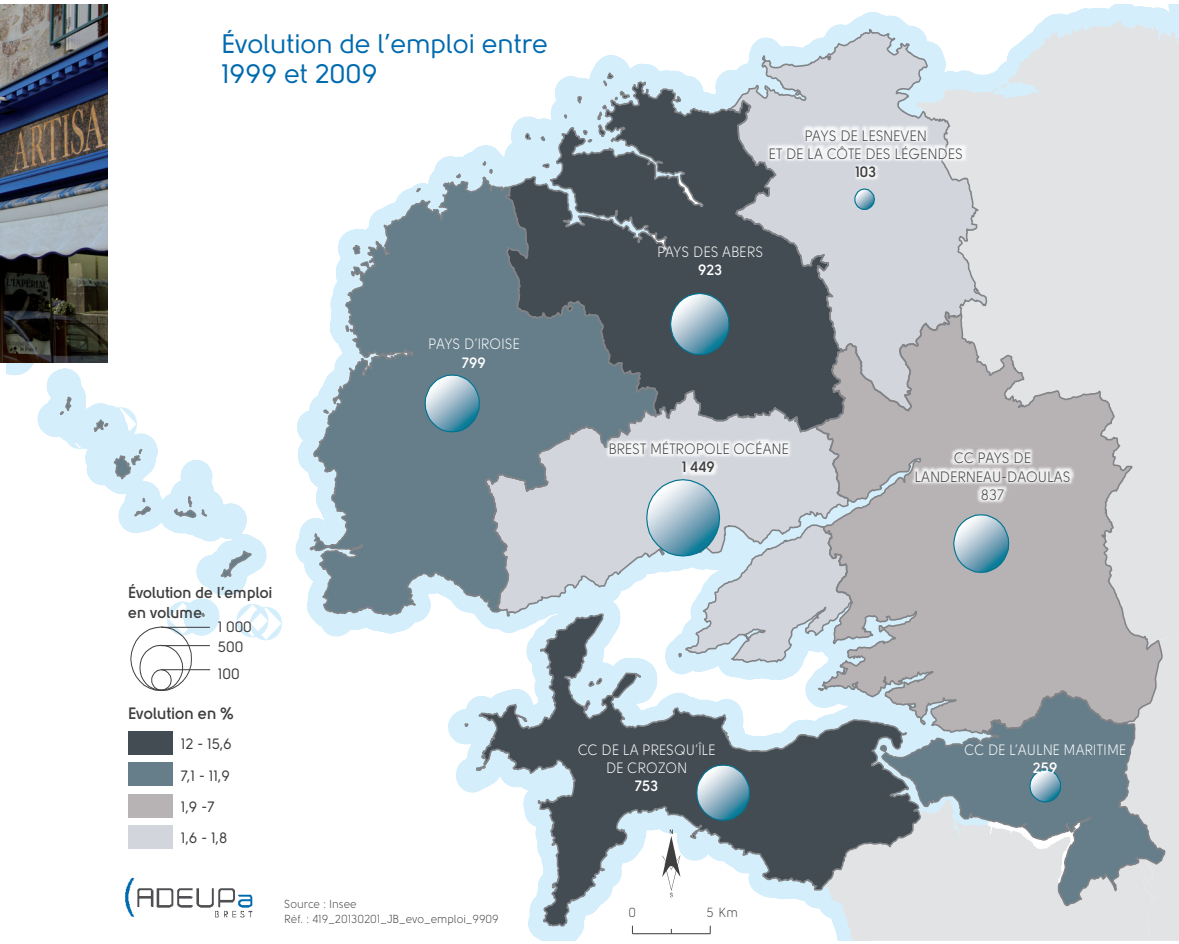
Les principaux secteurs d'activité en nombre d'emplois au lieu de travail en Bretagne en 2009

Les principaux secteurs d'activité en nombre d'emplois au lieu de travail dans le Pays de Brest en 2009

Source : INSEE, RP 2009

Photo : ADEUPa

Évolution de l'emploi entre 1999 et 2009



LA RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS ET DES SALARIÉS (HORS DÉFENSE)

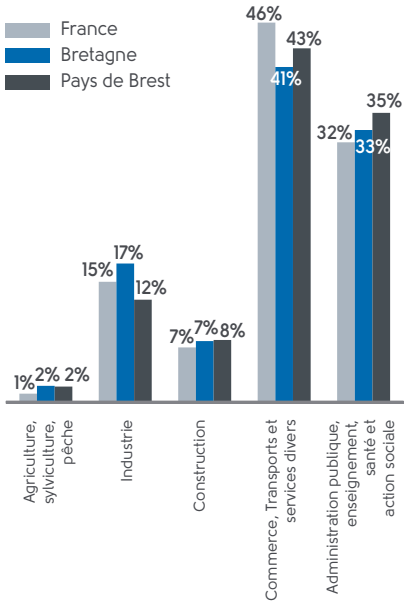
Au 31 décembre 2010, le nombre d'établissements dans le Pays de Brest était de 25 637, soit une augmentation de +6,3 % par rapport à l'année précédente (+1 525 établissements). Une progression qui a essentiellement profité aux établissements sans salariés via notamment la mise en place du régime d'auto entrepreneur.

52 % des effectifs travaillent dans des établissements de 50 salariés et plus contre 49 % en Bretagne. Ces établissements concentrent en moyenne 153 salariés contre 144 en Bretagne. Le Pays de Brest détient proportionnellement plus de grands employeurs qu'au niveau régional.

Une majorité d'emplois dans le tertiaire

78 % des salariés du Pays de Brest travaillent dans le tertiaire contre 74 % des salariés bretons. La présence d'une agglomération importante a un large effet sur la structure de l'emploi. L'aire urbaine brestoise est composée d'un niveau semblable voir supérieur d'emplois tertiaires par rapport à celles de Dijon ou d'Angers (respectivement 78,8 % et 76,9 % contre 79,6 % pour celle de Brest).

Répartition des effectifs selon le secteurs d'activité au 31/12/10



Nombre d'établissements* et d'effectifs salariés au 31 décembre 2010

	Pays de Brest				Bretagne				France métropolitaine			
	Nbre ets	% ets	Effectifs	% eff	Nb éts	% éts	Effectifs	% eff	Nbre ets	% ets	Effectifs	% eff
0 salarié	16 087	63%	-	-	172 303	65%	-	-	3 904 201	67%	-	-
1 à 9 salariés	7 449	29%	23 207	19%	72 374	27%	217 798	21%	1 530 209	26%	4 580 248	20%
10 à 19 salariés	1 034	4%	14 044	12%	9 195	3%	123 520	12%	186 461	3%	2 500 508	11%
20 à 49 salariés	659	3%	20 395	17%	5 927	2%	182 389	18%	119 394	2%	3 653 787	16%
50 salariés et +	408	2%	62 582	52%	3 522	1%	508 439	49%	72 810	1%	11 935 482	53%
Total	25 637	100%	120 228	100%	263 321	100%	1 032 146	100%	5 813 075	100%	22 670 025	100%

** Champ : Ensemble des activités, hors intérim et Défense*
Source : Insee, CLAP

78 % des salariés du Pays de Brest travaillent dans le tertiaire contre 74 % des salariés bretons

Photo : ADEUPa

Photo : Direction de la communication

LES PRINCIPAUX EMPLOYEURS DU PAYS DE BREST

Raison sociale	Activité	Lieu	Effectifs
Ministère de la Défense	Défense	Brest et Crozon	17 275 (ADEUPa, effectif au 31.12.2010)
CHRU de Brest	Activités hospitalières	Brest	5 684 (CHRU, effectif au 31.12.2010)
Ville de Brest + Bmo	Administration publique générale	Brest	3 114 (Bmo, effectifs au 31.12.2011)
DCNS	Réparation et maintenance civile	Brest	2 652 (DCNS, effectifs au 13.09.2012)
UBO	Education	Brest	1 985 (UBO, effectifs au 31.12.2010)
Crédit Mutuel de Bretagne	Banque mutualiste	Le Relecq-Kerhuon	1 629 (Crédit Mutuel de Bretagne, effectifs au 31.12.2011)
Thalès	Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	Brest	1 641 (Fichier CCI, effectifs au 31.12.2011)
Groupe Even	Transformation du lait, distribution alimentaire, agrofournitures, nutrition animale	Ploudaniel	1 580 (Groupe Even, effectifs au 31.12.2011)
Livbag	Fabrication de produits explosifs	Pont-de-Buis-lès-Quimerc'h	777 (Fichier CCI, effectifs au 31.12.2011)
SDMO	Fabrication de groupes électrogènes	Brest	755 (Fichier CCI, effectifs au 31.12.2011)
IFREMER	R&D en sciences physiques et naturelles	Plouzané	664 (IFREMER, effectifs au 31.12.2011)
Triskalia	Agrofournitures, alimentaire et distribution spécialisée	Landerneau	709 (Triskalia, effectifs au 31.12.2011)

Si d'ordinaire les principaux employeurs d'une intercommunalité sont l'hôpital ou les services des collectivités, le Pays de Brest se démarque avec plus de 17 000 salariés employés par le Ministère de la Défense. La présence de nombreuses activités maritimes et de grands employeurs comme la DCNS dans la construction et la réparation navale et l'IFREMER dans la recherche, témoigne du caractère maritime du bassin d'emploi. Ce dernier peut également compter sur des centres de décision prépondérants comme le groupe Arkéa , Even ou encore Triskalia.

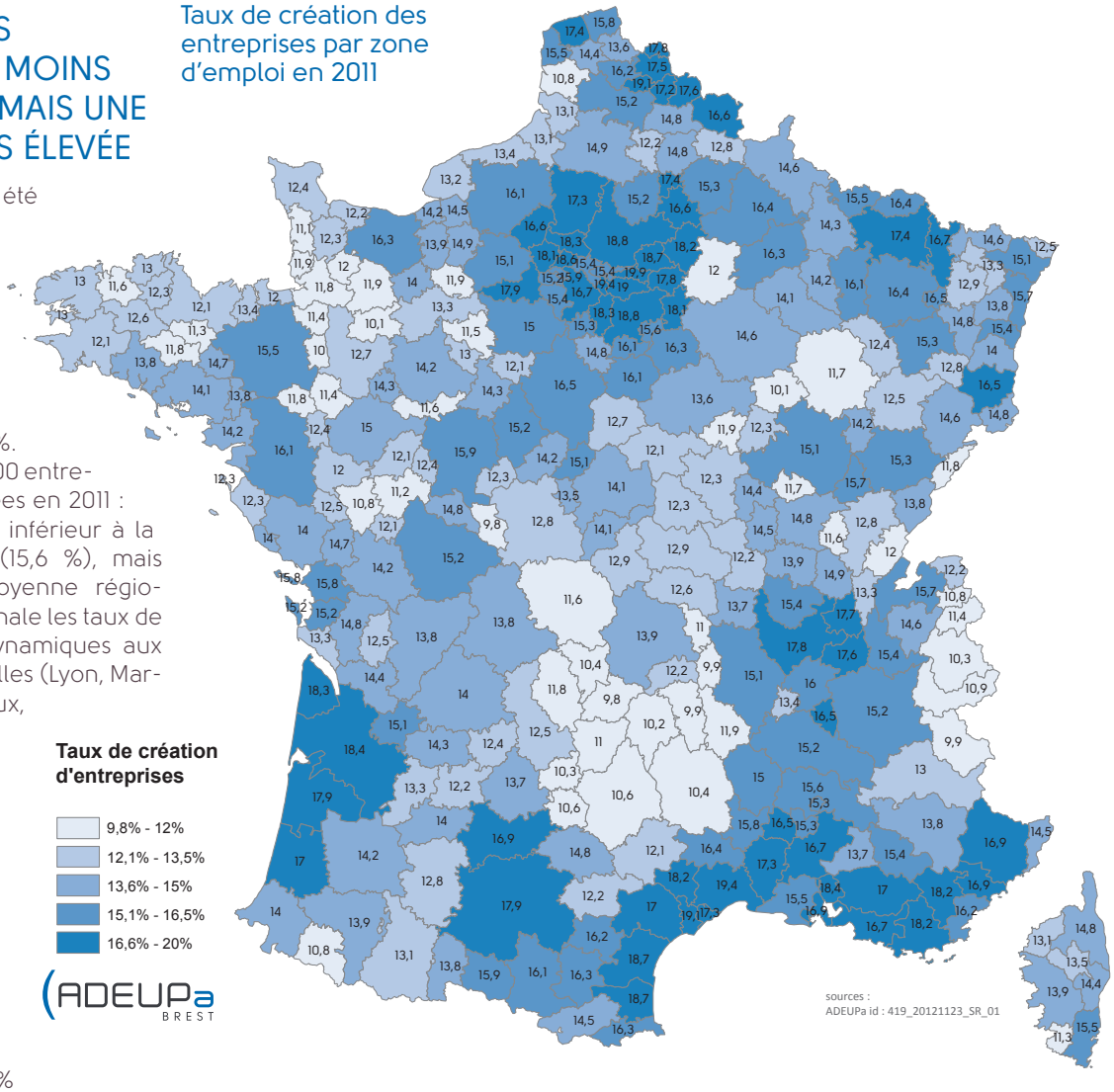
DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES MOINS NOMBREUSES, MAIS UNE PÉRENNITE PLUS ÉLEVÉE

1 954 entreprises ont été créées en 2011 dont 888 hors auto-entrepreneurs soit 10 % des créations bretonnes.

Dans la zone d'emploi de Brest, le taux de création est de 13 %. C'est-à-dire que sur 100 entreprises, 13 ont été créées en 2011 : un niveau nettement inférieur à la moyenne nationale (15,6 %), mais équivalente à la moyenne régionale. A l'échelle nationale les taux de création sont plus dynamiques aux abords des grandes villes (Lyon, Marseille, Paris, Bordeaux, Nantes, Strasbourg,... etc.), mais également sur l'ensemble de la Côte-d'Azur. La zone d'emploi de Brest arrive en 220ème position sur les 320 zones d'emploi. Le constat est encore plus alarmant hors auto-entrepreneurs. Le taux de création est de 6 % contre 6,6 % en région et 7,8 % en France. La position de la zone d'emploi brestoise tombe alors à la 299ème place. Mis à part dans l'industrie, le taux de création du Pays de Brest selon l'activité se trouve toujours à un niveau inférieur à la moyenne nationale. Le différentiel est particulièrement important concernant le secteur de la construction.

Cependant, la Bretagne est la deuxième région française avec le meilleur taux de survie à trois ans. En effet, sur 100 entreprises créées en 2006, 71,6 existent toujours en 2009 contre une moyenne française de 65,9. Dans le secteur du commerce, la Bretagne est même la première région française avec un taux de pérennité de 70,9.

Taux de création des entreprises par zone d'emploi en 2011



Par contre, dans le domaine industriel, les entreprises semblent moins pérennes avec un taux de survie de 63,9 % contre 68 % au niveau national.

Taux de création des entreprises du pays de Brest, de Bretagne et de France en 2011

	France métropolitaine	Bretagne	Pays de Brest
Ensemble	15,6%	13,4%	13,4%
Industrie	11,1%	11,3%	12,8%
Construction	17,1%	13%	12,8%
Commerce transport et services divers	16,5%	14,3%	14,4%
Adm, enseignement, santé, action sociale	12%	11%	10,3%

** Champ : activités marchandes hors agriculture*
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirène)

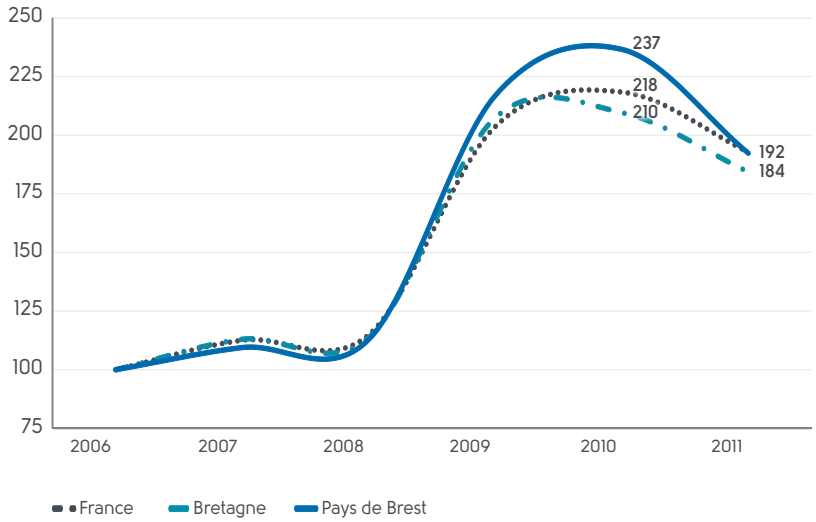
Photo : Julien Ogor

Après la forte hausse du nombre de créations d'entreprises en 2009 en lien avec le développement de l'auto-entreprenariat, les évolutions se tassent depuis 2010 et ce quel que soit le territoire. Dans le Pays de Brest, la chute est particulièrement marquée avec -19 % entre 2011 et 2010 contre -12 % en France ou en Bretagne. Le régime d'auto-entreprenariat est plus particulièrement concerné.

Le régime d'auto-entrepreneur représente 55 % des créations d'entreprises. Dans le Finistère, le chiffre d'affaires moyen est passé de 6 251 euros à 9 303 euros en 2011. Une belle progression mais un niveau de revenu toujours plus faible que les autres régimes d'entrepreneurs (en moyenne trois fois inférieur). Ainsi, au niveau national, 90 % des auto-entrepreneurs ont un revenu inférieur au Smic

Photo : Julien Ogor

Évolution des créations d'entreprises entre 2006 et 2011 (2006 base 100)



L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ[7] : + 300 EMPLOIS EN UN AN

Au 30 juin 2012, il y avait 91 759 salariés privés dans le Pays de Brest. La crise économique de 2008 a entraîné en 2009 une perte conséquente de 2 428 emplois. De 2010 à 2012, la tendance repart à la hausse mais le niveau d'avant-crise n'est pas retrouvé (plus de 92 000 salariés). Une hausse de 0,3 % est tout de même constatée dans le Pays de Brest entre 2011 et 2012 alors que le recul atteint 0,3 % en Bretagne. Au vu des mauvais signes conjoncturels, il est donc possible qu'un nouvel épisode de baisse soit constaté lors du 2ème semestre de l'année 2012.

> **Les travaux de construction spécialisés** représentent le secteur qui a le plus subi les effets de la crise quel que soit le territoire observé. Les activités de gros-œuvre en bâtiment sont particulièrement concernées, un phénomène amplifié par l'accalmie des travaux publics depuis la fin du chantier du tramway. Cependant le secteur de rénovation est encore dynamique ainsi que celui de la réalisation de logement en bois.

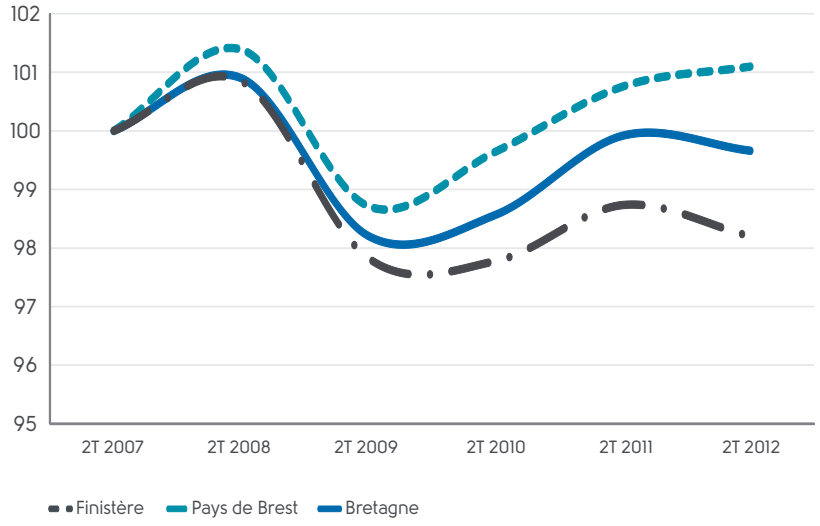
> **La fabrication de produits informatiques électroniques et optiques** concerne plus exactement l'activité de fabrication de cartes électroniques assemblées. Ce sont les difficultés économiques de l'entreprise Jabil qui expliquent cette chute des effectifs.

> **L'activité immobilière** est également en difficulté du fait de la crise financière de 2008.

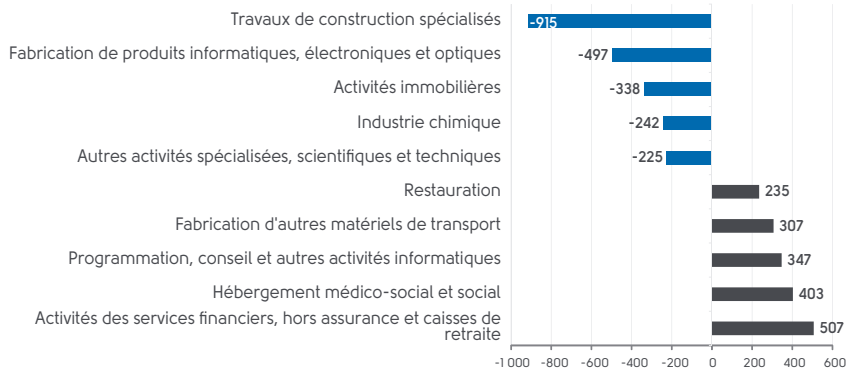
> Les difficultés de **l'industrie chimique** correspondent au ralentissement mondial de l'activité automibile : LIVBAG.

7 - Auparavant fournies par Pôle emploi, les données sur le salariat privé sont désormais fournies par l'ACOSS. Chaque salarié compte quelle que soit la durée du contrat. De plus les salariés de la MSA ne sont pas comptabilités .

Évolution de l'emploi salarié privé entre le 2ème trimestre 2007 et le 2ème trimestre 2012



Les plus importants gains et pertes d'emplois salariés privés entre le 2ème trimestre 2012 et le 2ème trimestre 2008 - Pays de Brest



Source : ACOSS

> **Les autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** comprennent un vaste champ d'activités, du conseil (en agronomie, en environnement, en technique,...) jusqu'à l'intermédiation en fonds de commerce en passant par le courtage de brevet.

> Le premier secteur en gain d'effectifs est celui des **services financiers,** dynamisé par le groupe CMB ARKEA.

> **L'hébergement médico-social** concerne des métiers liés au vieillissement de la population (plus précisément hébergement médico-social pour personnes âgées).

> Le domaine de la **programmation, conseil et autres activités informatiques** a gagné des salariés en programmation informatique grâce au développement des entreprises Effitic, Cappemini, Logicia, Sogeti, etc.

> **La fabrication d'autres matériels de transport** concerne le secteur de la construction et de la réparation navale avec notamment l'entreprise DCNS.

> Pour la **restauration,** il s'agit principalement de la restauration rapide qui aurait gagné près de 150 salariés entre 2008 et 2011.

Photo : ADEUPa

L'EMPLOI INTÉRIMAIRE

Fin novembre 2012, il y avait 3 130 intérimaires dans le Pays de Brest. En un an, ce chiffre a baissé de 22 %, soit 899 intérimaires, contre une baisse de 10,2 % au niveau régional. Près de 50 % des intérimaires travaillent dans le secteur industriel.

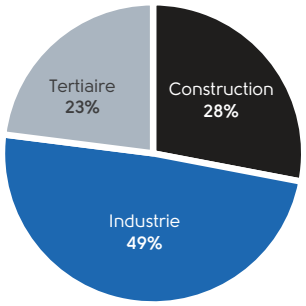
La forte représentation du secteur industriel a été amplifiée par la baisse continue de l'emploi intérimaire dans la construction (-461 en un an). Cependant, l'activité industrielle connaît depuis peu des difficultés et plus particulièrement dans le secteur de l'agroalimentaire qui avait jusque-là résisté aux effets de la crise économique. Entre novembre 2011 et novembre 2012, 62 emplois intérimaires ont été supprimés.

Il est possible de distinguer trois périodes. Avant la crise économique de 2008, les évolutions de l'emploi intérimaire correspondaient à un niveau d'activité dynamique.

Du premier trimestre 2008 au premier trimestre 2009, l'intérim subit les difficultés conjoncturelles et atteint son niveau le plus bas de la période considérée. Ensuite, l'activité semble reprendre des couleurs : en juillet 2010 le niveau de l'emploi intérimaire apparaît comme supérieur à la première période. Cependant, il est fort probable que les employeurs utilisent cette variable comme moyen d'ajustement pour pallier au sursaut d'activité et donc au manque de visibilité. Son évolution reste fragile et réagit au moindre mauvais signe conjoncturel. La baisse continuelle constatée depuis juillet 2012 le confirme.

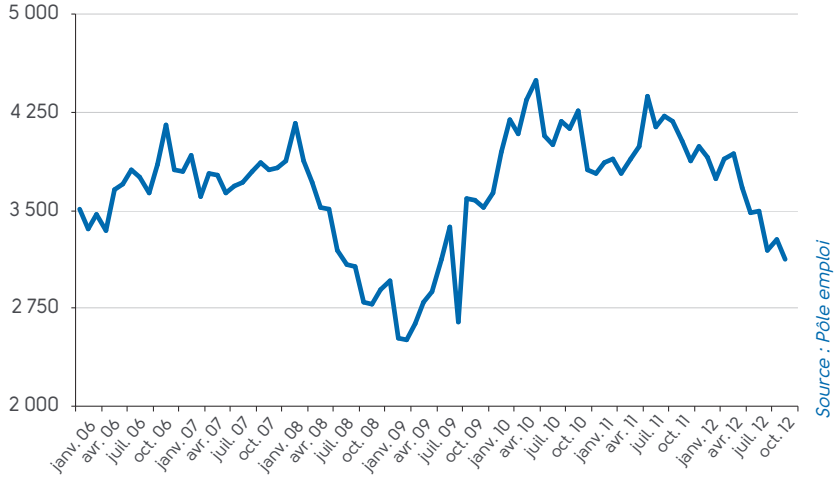
Fin novembre 2012, il y avait 3 130 intérimaires dans le Pays de Brest

Répartition de l'emploi intérimaire par secteur d'activités dans le Pays de Brest - Novembre 2012



Source : Pôle emploi

L'évolution de l'emploi intérimaire mensuelle (estimation)



Source : Pôle emploi

3. Le marché du travail

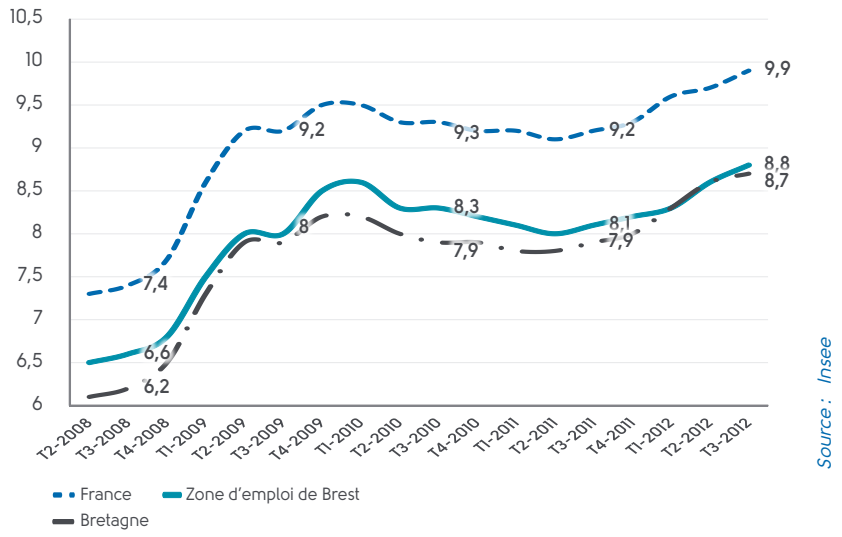
LE TAUX DE CHÔMAGE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2012

Après une perspective d'amélioration fin 2011, le taux de chômage est reparti à la hausse d'une manière préoccupante en 2012. En France la barre des 10 % est atteinte fin 2012. Pour mémoire le taux de chômage le plus haut constaté depuis 1975 est de 10,8 % en 1997.

Sur la période récente, la zone d'emploi de Brest a toujours observé une dégradation du marché du travail inférieure à la moyenne nationale mais supérieure à la moyenne régionale. Cette hiérarchie a été modifiée au premier et deuxième trimestre 2012 où le taux de chômage brestois est équivalent au taux régional.
Au 3ème trimestre, le taux de chômage était de 8,8 % dans la zone d'emploi brestoise, un «record» jamais observé depuis 2003. Au regard des perspectives économiques à court terme, la situation du marché du travail ne devrait pas s'améliorer lors des prochains mois.

> Au regard des perspectives économiques à court terme, la situation du marché du travail ne devrait pas s'améliorer lors des prochains mois

Évolution du taux de chômage entre le 3ème trimestre 2008 et le 3ème trimestre 2012



Source : Insee

LE PROFIL DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU 31.12.2012

	Pays de Brest			Bretagne			France métropolitaine		
	Nbre	% DEFM*	Évol déc 2011/ déc 2012	Nbre	% DEFM	Évol déc 2011/ déc 2012	Nbre	% DEFM	Évol déc 2011/ déc 2012
Total demandeurs d'emploi de cat.A**	**17 849**	**-**	**+13%**	**139 461**	**-**	**+ 13,3%**	**3 193 340**	**-**	**+10,2%**
Dont les femmes	8 552	47,9%	+10%	65 712	47,1%	+ 11,9%	1 505 127	47,1%	+8,3%
Dont les hommes	9 297	52,1%	+16%	73 749	52,9%	+ 14,5%	1 688 213	52,9%	+11,9%
Dont les jeunes (<25 ans)	3 243	18,2%	+12,3%	24 497	17,6%	+ 13,5%	558 075	17,5%	+9,4%
Dont les seniors (≥50 ans)	3 520	19,7%	+16,8%	29 469	21,1%	+ 18,5%	669 653	21%	+17%
Chômeurs de longue durée	5 863	32,8%	+14,1%	45 584	32,7%	+ 22,2%	1 087 644	34,1%	+17%

** DEFM : demandeurs d'emploi en fin de mois*
*** **Catégorie A :** demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.*
***Catégorie B :** demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e de 78 heures ou moins au cours du mois). **Catégorie C :** demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e de plus de 78 heures au cours du mois).*

Au 31 décembre 2012, le Pays de Brest comptait 17 849 demandeurs d'emploi de catégorie A, soit une progression de +13 % en un an. Cette hausse est supérieure au niveau national, mais inférieure à la moyenne bretonne, ce qui constitue un changement par rapport aux évolutions des dernières années.
L'ensemble des profils a subi une augmentation annuelle à deux chiffres, avec cependant des disparités marquées. Les seniors et les jeunes sont ceux qui ont connu les plus fortes progressions.

	Les zones urbaines sensibles			Ville de Brest		
	Nbre	% DEFM	Évol. annuelle	Nbre	% DEFM	Évol. annuelle
Total demandeurs d'emploi cat. ABC	**1 149**	**-**	**+ 13,1%**	**12 321**	**-**	**+ 10%**
Dont les jeunes de moins de 26 ans	251	21,8%	+ 14,6%	2 912	23,6%	+ 11,6%

Source : Pôle emploi

- **Une progression du chômage masculin supérieure à celle des femmes :** les femmes représentent 47,9 % des demandeurs d'emploi contre 49,5 % au 31 décembre 2011. La baisse proportionnelle est essentiellement due à la croissance plus forte du chômage des hommes ces derniers mois. Ces derniers sont plus concernés par les métiers de la production et notamment de l'intérim qui subissent les effets de la crise depuis juin 2012. Les femmes concentrent leurs recherches sur un nombre limité de métiers. 41 % des demandeurs d'emploi féminins de catégorie A, B et C se concentrent sur dix métiers contre 6 % pour les hommes. L'assistance auprès d'enfants, les services domestiques, le nettoyage de locaux ou le secrétariat sont les métiers plus particulièrement recherchés par les femmes. Ainsi, 77 % d'entre elles sont employées contre 45 % des demandeurs masculins. Par ailleurs, elles sont plus diplômées que les hommes : 54 % des femmes inscrites à Pôle emploi en catégorie A, B et C ont au minimum un baccalauréat contre 45 % des hommes.
- **3 243 jeunes de moins de 25 ans recherchent un emploi à temps complet :** ils représentent 18,2 % des demandeurs d'emploi contre 17,6 % en Bretagne et 17,5 % en France, alors qu'ils ne constituent que 12 % de la population active. Les difficultés économiques de l'année 2012 ont accru le taux de chômage des moins de 25 ans : il était de 24,2 % contre 21,6 % un an auparavant au niveau national.
- **Les seniors connaissent également une évolution préoccupante du chômage :** en un an, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi à temps plein et âgées de 50 ans et plus a augmenté de 16,8 % (soit 507 personnes supplémentaires). L'évolution est moins importante qu'en France ou en Bretagne (respectivement +17 % et +18 %). Les seniors sont moins exposés que les moins de 25 ans au risque du chômage (au regard du taux de chômage par classe d'âge). Mais ils éprouvent plus de difficultés à retrouver un emploi et sont donc plus touchés par le chômage de longue durée. Dans le Pays de Brest, la durée moyenne de recherche est de 19 mois contre 9 mois toutes classes d'âges confondues.
- **Un tiers des demandeurs d'emplois de catégorie A sont inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an :** une part quasiment équivalente au niveau régional mais inférieure à la moyenne nationale (34,1 %). La hausse du nombre de chômeurs de longue durée s'est accélérée au cours de l'année. L'évolution annuelle est passée de +2 % en mars à +14,1 % en décembre 2012. Les progressions régionale et nationale ont été beaucoup plus intenses. Si auparavant le Pays de Brest comptait proportionnellement plus de chômeurs de longue durée, ce n'est plus le cas aujourd'hui.
- **Le chômage dans les quartiers en Zone urbaine sensible au troisième trimestre 2012 :** Au 30 septembre 2012, il y avait 1 149 demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C dans les quartiers sensibles de Brest (Kerédern, Pontanézen, Kerourien), soit une progression supérieure dans ces quartiers par rapport à la ville (+13,1 % contre +10 %). De plus l'évolution est plus rapide pour les demandeurs de moins de 26 ans (+14,6 % contre +11,6 % à Brest).

21,8 % des demandeurs d'emplois ont moins de 26 ans dans les quartiers sensibles, une part inférieure à la moyenne brestoise (23,6 %). Ce différentiel peut s'expliquer par la moindre propension de ce public à s'inscrire à Pôle emploi.

pôle emploi

LES SECTEURS RECRUTEURS

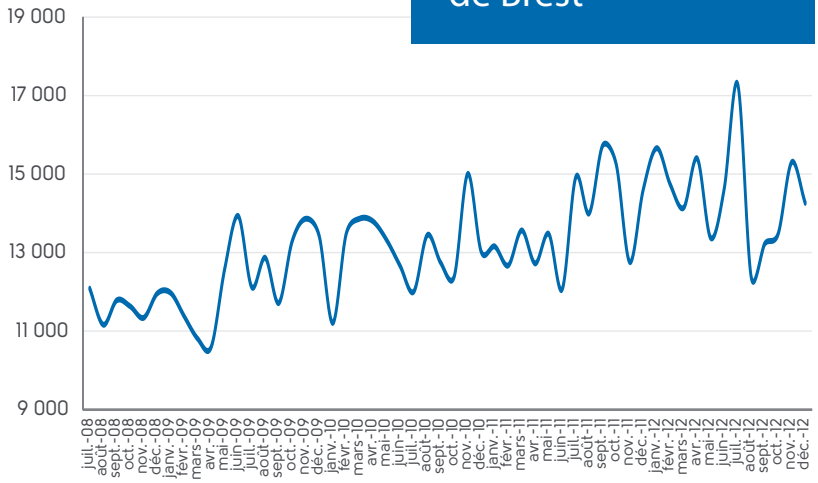
190 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été réalisées en 2012 dans le Pays de Brest, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2011. L'année 2012 se caractérise par des variations de plus en fortes d'un mois sur l'autre. Ce phénomène est vraisemblablement lié au manque de visibilité des employeurs. Ces derniers sont prudents et attendent une hausse effective de leur activité pour embaucher sur de courte durée. Ce comportement a comme effet de gonfler le nombre de DPAE émises et explique la progression de 5 % malgré la conjoncture économique.

Les activités de services administratifs et de soutien constituent le premier secteur recruteur avec 40 % des embauches. Il correspond essentiellement à l'activité intérimaire, mais aussi les activités de nettoyage, de sécurité, etc. Ces activités montrent des signes de faiblesse puisqu'une baisse de 1 % a été enregistrée entre 2011 et 2012, soit plus de 1 000 embauches en moins. Le deuxième secteur qui a enregistré la plus forte baisse est celui des transports et entreposage : -12 % en un an (soit -489 embauches). Le ralentissement économique global se répercute directement sur ce type de secteur. Une baisse des activités va induire un recul des besoins en transports de marchandises notamment. A l'inverse, le secteur de la santé et de l'action sociale est dynamique avec +12 % en un an (près de 2 900 embauches supplémentaires).

Les activités saisonnières ont bien progressé cette année : le commerce (+10 %), l'hébergement et la restauration (+15 %) et plus particulièrement l'agriculture et la pêche (+37 %). Il est fort probable que les «Tonnerres de Brest» expliquent une partie de ces évolutions, au regard du pic des mois de juin et de juillet.

190 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été réalisées en 2012 dans le Pays de Brest

Évolution des déclarations préalables à l'embauche de juillet 2008 à décembre 2012 dans le Pays de Brest (données cvs)



Source : Pôle emploi

Les principaux recruteurs dans le Pays de Brest

	Janvier à décembre 2012	Janvier à décembre 2011	Évolution en volume	Évolution en %
Activites de services administratifs et de soutien	76 383,00	77 388,00	-1 005,00	-1%
Sante humaine et action sociale	27 848,00	24 950,00	2 898,00	12%
Commerce, reparation d'automobiles et de motocycles	17 393,00	15 859,00	1 534,00	10%
Hebergement et restauration	16 452,00	14 289,00	2 163,00	15%
Arts, spectacles et activites recreatives	12 974,00	12 362,00	612,00	5%
Agriculture, peche	12 739,00	9 311,00	3 428,00	37%
Autres activites de services	4 143,00	3 188,00	955,00	30%
Industrie manufacturiere	4 055,00	3 712,00	343,00	9%
Transports et entreposage	3 445,00	3 934,00	-489,00	-12%
Activites financieres et d'assurance	3 096,00	3 018,00	78,00	3%

LES MÉTIERS RECRUTEURS

Une précaution est toujours à prendre sur cette donnée. En effet, les offres collectées par Pôle emploi ne représentent pas l'essentiel du marché (environ 20 %). Le reste émane d'autres structures comme l'APEC ou du marché dit «caché» (bouche à oreille, les réseaux, ...).

Avec plus de 900 offres déposées en 2012, les métiers de nettoyage de locaux restent les plus demandés dans le Pays de Brest par Pôle emploi. Cette famille de métiers rencontre également des difficultés de recrutement car elle ne jouit pas d'une bonne image : contrat à temps partiel, pénibilité, profils pas toujours adaptés, ...etc.

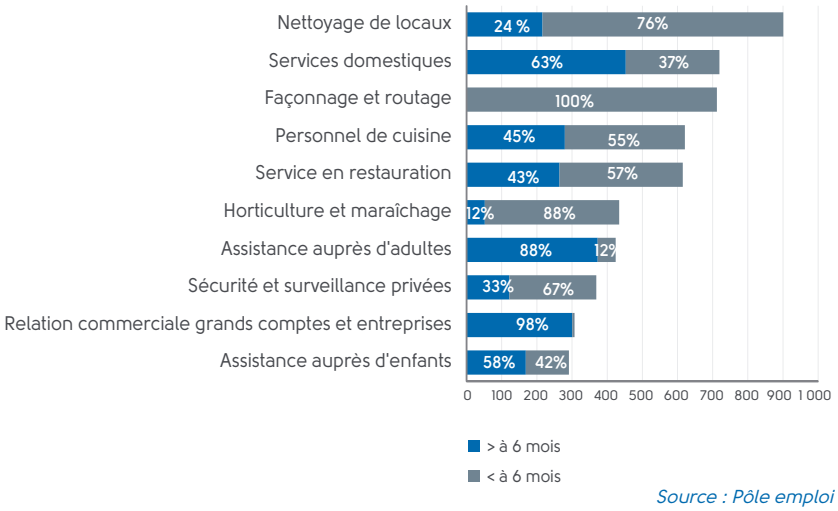
On retrouve quasiment les mêmes métiers d'une année sur l'autre. Les métiers saisonniers (restauration et agriculture) et de sécurité et surveillance privées sont particulièrement recherchés. Par contre, l'essentiel de ces offres sont de courte durée, 65 % en moyenne.

Les métiers de la santé et de l'action sociale sont également recherchés et ont comme avantage d'offrir des perspectives plus pérennes. En effet, près de 70 % des offres d'«Assistance auprès d'adultes», d'«Assistance auprès d'enfants» et de «Services domestiques» sont des contrats de plus de six mois.

Un nouveau métier apparaît cette année, le «Façonnage et routage[8] ». Le premier semestre a été ponctué d'élections qui ont nécessité des embauches de courte durée pour pallier à cette demande ponctuelle, ce qui explique qu'aucune offre émise n'était durable.

8 - Exécute des opérations manuelles de finition de produits imprimés (pliage, encartage, collage, comptage, conditionnement, ...). Effectue l'approvisionnement/déchargement de machines de finition (façonnage, routage....) en matériaux, consommables et produits transformés selon les règles de sécurité et les impératifs de production. Réalise des opérations de conditionnement et de préparation de l'expédition des produits finis (mise en carton, filmage, tri par destination, ...). Peut effectuer des réglages simples de machines de façonnage/routage.

Familles de métiers concentrant le plus d'offres à Pôle emploi en 2012 dans le Pays de Brest



Source : Pôle emploi

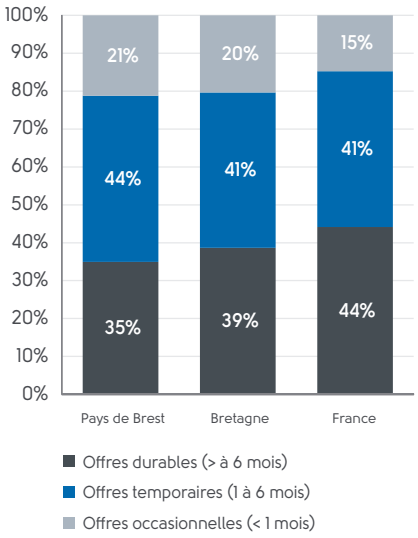
UNE MAJORITÉ D'OFFRES DE COURTE DURÉE

En 2012, 16 269 offres ont été collectées par Pôle emploi dans le Pays de Brest. Une baisse de -10 % par rapport à 2011 qui touche tous les types d'offres quelle que soit leur durée.

En 2011, les offres durables représentaient 40 % des offres collectées par Pôle emploi dans le Pays de Brest. En 2012 elles ne concentrent que 35 % des offres. A l'échelle régionale, cette part était de 41 %. Même si cette répartition est stable au niveau national, il y a tout de même une baisse de 9 % des offres de plus de six mois collectées. La baisse est plus conséquente dans le Pays de Brest : -12 %.

Les offres temporaires et occasionnelles ont subi de plus faibles baisses dans le Pays de Brest, ce qui explique qu'elles représentent 65 % des offres (contre 60 % en 2011). La lisibilité des activités économiques des entreprises reste encore difficile et à très court terme.

Répartitions des offres collectées par Pôle emploi de janvier à



Source : Pôle emploi

Photo : René Tanguy

Conclusion

L'année 2012 correspond à une poursuite de la dégradation de la situation économique. Le taux de chômage, qui a longtemps été supérieur à la moyenne bretonne est depuis quelques mois au niveau de celui-ci. Si quelques indicateurs comme l'attractivité ou la création d'entreprises témoignent de difficultés chroniques, force est de constater que le Pays de Brest résiste relativement bien en cette phase de ralentissement de l'activité économique. Pour autant, aucun élément objectif ne semble préfigurer une sortie de crise ; au contraire, les difficultés d'un secteur comme l'agroalimentaire augurent une année 2013 difficile. Cet enlisement dans la crise se traduit notamment par une augmentation du chômage de longue durée (en particulier pour les seniors), par les difficultés des jeunes à intégrer le marché du travail et par la situation compliquée dans certains espaces sensibles (zone urbaine sensible).

Si la situation apparaît donc comme complexe sur le plan économique. Les perspectives d'un retour à la croissance restent hypotétiques. De nombreuses menaces pèsent sur l'avenir du Pays de Brest, mais des opportunités subsistent.

OPPORTUNITÉS	MENACES
Le pôle d'activité autour de la mer est à forte valeur ajoutée est en développement. Il concerne particulièrement les énergies marines renouvelables, la filière des algues, les biotechnologies, la sécurité et la sûreté…	Une forte spécialisation de l'emploi public dans un contexte de rationalisation des finances publiques, menace le bassin d'emploi brestois.
Une filière des technologies de l'information et de la communication dynamique et créatrice d'emplois grâce au développement d'applications transversales en lien avec la mer mais aussi la Santé, …	Une perte de savoir-faire. Elle peut être constatée à plusieurs niveaux : > l'augmentation du chômage des seniors > les départs dans les domaines de la construction et de la réparation navale (pour des chantiers hors Pays de Brest ; cessation anticipée d'activité des salariés exposés à l'amiante…)
Poursuivre et développer l'entretien de la flotte civile et militaire.	La libéralisation de la Politique agricole commune aura des effets sur l'emploi agricole et agroalimentaire.
Une diversification des activités est possible notamment autour des services comme les aides à la personne ou le tourisme.	Un écart entre le niveau formation et les besoins réels du marché de l'emploi est parfois observé. Exemple : en sidérurgie et chaudronnerie, le nombre de personnes formées à la production est insuffisant.
Un cadre de vie à mieux valoriser (prix de l'immobilier attractif, proximité du littoral…).	

Directrice de publication
Claire GUIHÉNEUF

Réalisation
Lucie BIANIC
Nadine LE HIR
François RIVOAL

Traitements et mise en page
ADEUPa

Dépôt légal : Mars 2013

Agence d'urbanisme du pays de Brest - 24, rue Coat-ar-Gueven - 29200 Brest - Tél.: 02 98 33 51 71
www.adeupa-brest.fr
Maison de l'emploi et de la Formation Professionnelle du Pays de Brest - 1 rue Louis Pidoux - 29200 Brest - 02 98 42 08 24
www.paysdebrest-mefp-plie.fr